



L' « Or bleu » au coeur des enjeux environnementaux et internationaux en Asie centrale

Panpi ETCHEVERRY, septembre 2013

L'année 2013 est bel et bien placée sous l'égide de l'eau en Asie centrale. En effet, cette année a été consacrée par l'UNESCO comme celle de la coopération dans le domaine de l'eau alors que se tenait les 13 et 14 février dernier à Bichkek, la quatrième Conférence UE-Asie centrale pour l'environnement et l'eau. Alors qu'en septembre 2012, le président ouzbek Islam Karimov a agité la menace d'une véritable guerre de l'eau dans la région, le contexte est véritablement favorable à une prise de conscience régionale et internationale du caractère fondamental que revêtent la préservation et la gestion concertée de cette ressource vitale.

Le cas de la mer d'Aral, catastrophe écologique s'il en est, est déjà bien connue et témoigne des conséquences désastreuses d'une mauvaise gestion de l'eau : elle aurait perdu 40% de sa superficie et 60% de son volume depuis les années 60 ⁽¹⁾. Cette étude va donc davantage s'attarder sur d'autres aspects plus méconnus, c'est à dire tout ce qui se passe en amont de la mer d'Aral.

L'étude de la place de l'eau en Asie centrale est fatalement reliée aux questions énergétiques, géopolitiques, sociales et environnementales. C'est pourquoi elle révèle énormément sur l'état de la région et sur son avenir. Qu'elle soit cause ou conséquence du climat régional délétère et du manque de confiance entre les Etats, l'absence de gestion commune et concertée de l'eau pèse lourdement sur toute l'Asie centrale et ses 60 millions d'habitants. En effet, si les désaccords politiques persistent ou s'aggravent dans le futur, ce sont les populations qui seront les premières à en pâtir sur le terrain. Car si l'hypothèse d'une véritable guerre de l'eau demeure peu probable, bien qu'il ne faille pas l'écarter totalement, la raréfaction et/ou la détérioration de la ressource fait peser un risque sécuritaire et sanitaire bien réel.

Dans quel état se trouvent les ressources hydrauliques en Asie centrale et comment sont-elles réparties ? Quelles ont été les conséquences de l'effondrement soviétique et des indépendances consécutives ? Quelle géopolitique de l'eau en Asie centrale ? Quels scénarios peut-on envisager pour l'avenir concernant les rapports entre les Etats, les

populations et la problématique de l'eau dans la région ? Autant de questions auxquelles nous allons tenter de répondre dans cet article.

Un état des lieux de la ressource, de sa répartition et de la configuration géographique



<http://www.monde-diplomatique.fr/cartes/asiacentenv2000>

Comme on peut le voir sur la carte ci-dessus, si l'Asie centrale est une région aride, elle bénéficie tout de même de ressources non négligeables qui devraient en théorie lui éviter une situation de stress hydrique. L'eau est en tout cas un élément structurant de l'identité régionale⁽²⁾ (Transoxiane) : les nombreux lacs (Issyk-Koul au Kirghizstan et le lac Balkhach au Kazakhstan sont les principaux) et cours d'eau (Amou Darya, Syr Darya, Murgab, Zeravchan, Ili, Chu, Talas...) ont façonné les paysages et la perception des populations de leur territoires.

Mais, si au premier abord on pourrait croire que l'Asie centrale est plutôt bien dotée en eau, la nature de ces ressources et leur niveau d'exploitation font que ce n'est pas réellement le cas. L'Amou Darya et le Syr Darya sont la « colonne vertébrale » hydraulique de la région : le premier parcourt 2500 km (Piandj compris) et possède un débit important, le second au débit plus modeste (600 m³/sec) est le plus long fleuve d'Asie centrale (3500 km). Ces deux fleuves (qui se jettent dans la mer d'Aral) ont largement été victimes de la surexploitation soviétique, relayée aujourd'hui par la politique cotonnière de l'Ouzbékistan. Le Zeravchan



(740 km) prend sa source au Tadjikistan, traverse l'Ouzbékistan pour venir mourir dans le désert turkmène. La plupart des lacs de la région sont salés à divers degrés ce qui rend impossible l'utilisation de leur ressource à des fins agricoles ou domestiques. Il existe également un certain nombre de nappes phréatiques dans les trois pays en aval mais dont la localisation et la taille demeure incertaine, alors que le climat régional les empêcheraient de se renouveler. Leur exploitation n'est donc pas encore d'actualité.

Pour faire simple, l'Asie centrale se divise entre zones de montagnes au sud-ouest (principalement les territoires du Kirghizstan et du Tadjikistan) qui bénéficient grâce à leurs glaciers de ressources considérables, et une zone aride ou semi-aride qui court du sud-est (Turkménistan, Ouzbékistan) au Nord (Kazakhstan). Cette inégalité de dotation est recoupée par une inégalité inverse dans la consommation : les pays en aval, surtout l'Ouzbékistan et le Turkménistan, se virent allouer à l'indépendance 82% de la précieuse ressource contre 17% pour le Tadjikistan et le Kirghizstan⁽³⁾. Nous reviendrons plus tard ci-après sur les causes historiques et économiques comme sur les conséquences politiques de cette répartition.

Nous ne pouvons conclure ce point sans parler de la qualité de l'« or bleu » en Asie centrale. Le moins que l'on puisse dire, c'est qu'elle laisse à désirer et que la tendance n'est pas à l'amélioration. La carte ci-dessus montre bien à quel point la salinisation gagne du terrain et concerne pratiquement l'ensemble des bassins aquifères de la région. D'après un rapport de 2005 de la Banque Mondiale, 69,4% des terres irriguées sont affectées par le sel en Ouzbékistan, taux qui plafonne à 96,9% au Turkménistan. De plus, la vallée de Ferghana, zone sensible s'il en est, est le siège d'industries très polluantes et de sites de stockages de déchets radioactifs qui ont « pignon sur eau », c'est à dire qui menacent de se répandre à tout moment dans les cours d'eau, constituant une menace gravissime pour l'ensemble des populations de la région⁽⁴⁾. Plus globalement, « les cultures et l'élevage pâtissent de la dégradation de la qualité de l'eau, qui est aussi à l'origine de diverses maladies⁽⁵⁾ » et ce partout en Asie centrale. L'eau est donc une question écologique de premier ordre qui influence aussi bien l'environnement, le climat, la biodiversité que la vie même des hommes.

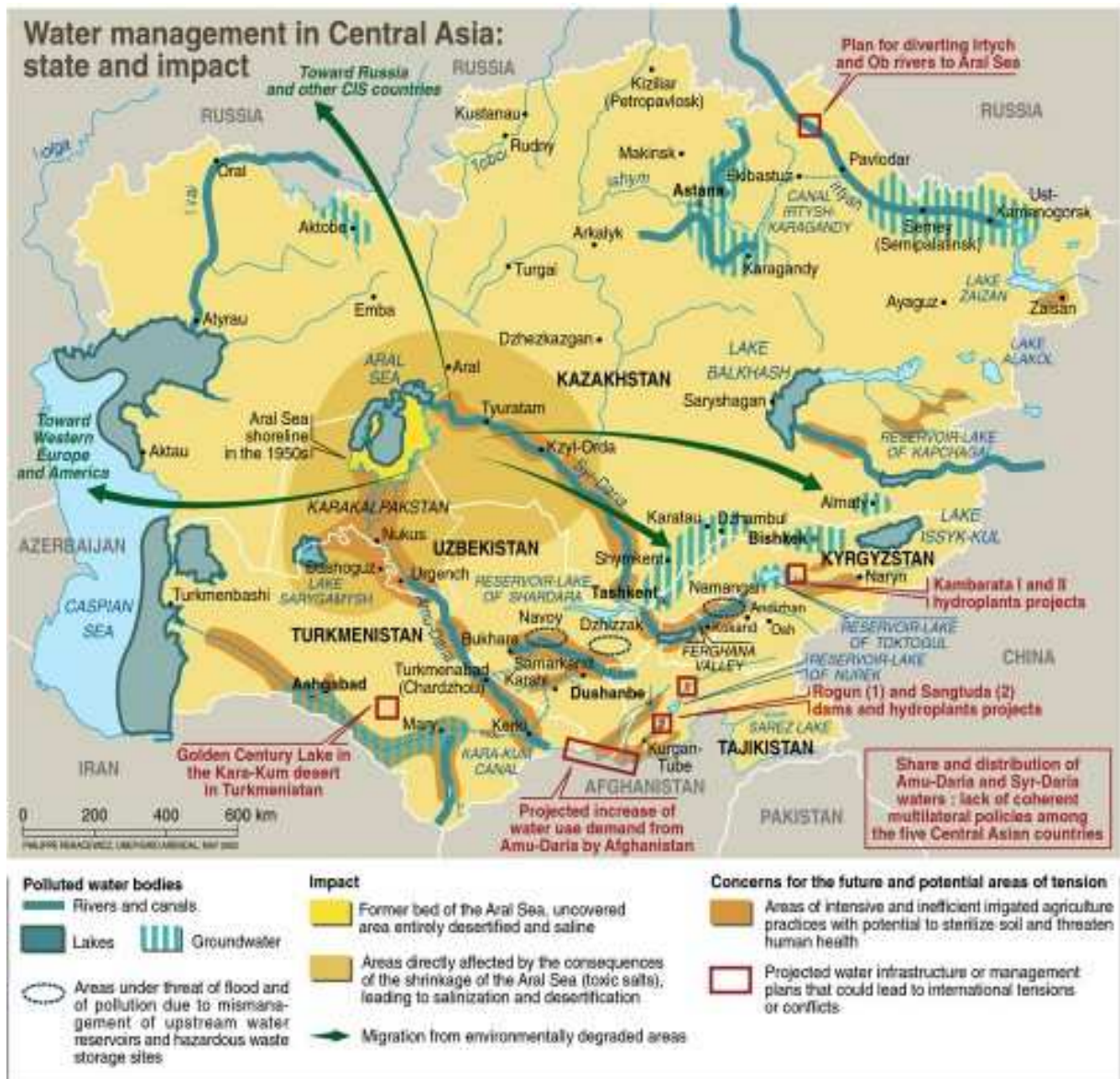


L'héritage soviétique : la difficile transition de la planification régionale à la gestion nationale

Pour remonter un peu dans le temps, à l'époque des *khans*, « les administrateurs de l'eau étaient payés par les usagers et individuellement responsables de la qualité du service⁽⁶⁾ ». L'irrigation était pratiquée depuis fort longtemps et reposait sur des techniques de mise en valeur ancestrales communes aux peuples sédentaires du Moyen-Orient et d'Asie centrale, les *qanats* ou *karez*. A l'époque soviétique, a été mis en place un système de gouvernance et de gestion centralisé et unifié, pensé et mis en place par des fonctionnaires russes. Ce système de « quotas » devait réguler « la quantité d'eau que chaque république avait le droit de prélever sur le fleuve⁽⁷⁾ » et, au regard des priorités soviétiques, favorisait largement les pays en aval (irrigation cotonnière productiviste). A la Kirghizie et à la RSS (République Socialiste Soviétique) du Tadjikistan incombaient le stockage des eaux dans les lacs artificiels et la distribution saisonnière (printemps/été) aux terres agricoles, en échange de quoi les pays en aval leur fournissaient ressources énergétiques (gaz, pétrole, charbon).

Cette « division internationale des ressources » (pour être un peu provocateur) a été entérinée par un accord de coopération entre les nouveaux Etats indépendants dès 1992, et reste aujourd'hui encore d'actualité dans ses grandes lignes.

Néanmoins, cet accord est désormais remis en cause de fait par les projets hydro-électriques des pays en amont et par la multiplication d'incidents saisonniers qui témoignent de tensions croissantes entre les Etats. Kirghizstan et Tadjikistan ont alors commencé à faire l'inverse de ce que leur imposait l'« interdépendance réglementée⁽⁸⁾ » soviétique : l'eau est stockée au printemps et en été puis déchargée en hiver pour alimenter les stations hydro-électriques, provoquant de graves inondations et compromettant les récoltes des pays en aval. Le Kazakhstan par exemple, a été particulièrement touché lors des hivers 2005 et 2008. Ces actions des pays en amont relèvent à la fois d'une volonté de maximiser leur production électrique et d'une méfiance vis-à-vis des promesses de vente d'hydrocarbures des pays en aval (peur de livraisons insuffisantes ou de prix prohibitifs). On le voit donc, le passage du collectivisme à l'« individualisme » (en fait au nationalisme) a gravement impacté la gestion de l'eau en Asie centrale.



<http://lorbleu.blog.youphil.com/archive/2012/09/12/une-guerre-de-l-eau-en-asie-centrale.html>

De multiples institutions (telles le Fond International pour la mer d'Aral, l'Union des Etats d'Asie centrale ou encore l'United Nations Regional Center for Preventive Diplomacy for Central Asia) ont été créées, de même de nombreuses rencontres ont eu lieu, se bornant toutes à des déclarations de bonnes intentions sans engagement réellement concluant.

D'ailleurs, la dernière rencontre entre représentants européens et centre-asiatiques qui s'est tenue à Bichkek a été conclue par la promesse de nouveaux rendez-vous, en particulier à Milan en 2015, sans réelles avancées de fonds⁽⁹⁾.

En effet, les enjeux fondamentaux qui sont le gaspillage de la ressource, les difficultés à accorder les différents usages entre pays en amont et en aval (avec en toile de fonds les



grands projets hydro-électriques kirghiz et tadjiks) ainsi qu'une réelle discussion sur les quantités d'eau allouées à chaque pays semblent encore et toujours être éludés.

La mauvaise gestion et le gaspillage sont des données centrales à prendre en compte et qui sont souvent oubliées. En effet, d'après le PNUD, « l'Asie centrale détenait en 2006 le plus faible taux d'efficacité d'utilisation des ressources en eau ⁽¹⁰⁾ ». Le Turkménistan et l'Ouzbékistan sont parmi les plus grands consommateurs d'eau au monde. A titre d'exemple, Achgabat, capitale du premier, a pour 700 000 habitants la même consommation en eau que Chicago (2,7 millions d'habitants) ⁽¹¹⁾ alors que les Américains ne sont pas vraiment un exemple en terme de bon usage de l'eau...Par son positionnement, l'importance de la ressource pour son économie et la gabegie qui s'y déroule (le pays consomme 54% de l'eau de la région et utilise 134% de ses ressources renouvelables⁽¹²⁾), l'Ouzbékistan a un rôle crucial à jouer dans une gestion de l'eau plus équitable et durable. Car une bonne partie de l'argumentaire de ce pays consiste à dénoncer les projets hydroélectriques pharaoniques de ses voisins en amont. Tadjikistan, et surtout Ouzbékistan et Kirghizstan sont d'ailleurs les Etats les plus véhéments lors des discussions sur l'eau.

Deux barrages en projet depuis l'époque soviétique, Rogun I et II au Tadjikistan (335m et une capacité de production estimée à 3600 MW pour un coût d'environ 2,5 milliards de dollars) et Kambarata I au Kirghizstan (275 m, 1900 MW, 1,9 milliards de dollars) sont en train d'être étudiés de très près par les autorités des deux « châteaux d'eau » de la région. Ils polarisent toutes les inquiétudes des pays en aval qui redoutent de voir leur part d'eau se réduire de plus en plus ou les conséquences écologiques et agricoles de ces barrages en cas de séisme par exemple.



http://fr.123rf.com/photo_6082068_hydroelectrique-sur-la-riviere-naryn-kirghizstan-toktogul.html



En somme, il y a deux facteurs paradoxaux qui jouent contre l'Asie centrale : l'héritage soviétique (agriculture extensive-intensive, pollution et consommation énorme) et la fin de l'ère soviétique qui a signifié la détérioration des infrastructures irriguées et le manque d'investissements)⁽¹³⁾. Tout l'enjeu désormais est « de dépasser les intérêts nationaux pour aller vers une gestion commune des ressources hydrauliques et énergétiques sous peine que la situation ne dégénère et ne se transforme en crise ouverte voire en guerre⁽¹⁴⁾ »

Géopolitique de l'eau en Asie centrale : multiplicité des acteurs, des échelles et des tensions

Pour poursuivre au niveau de l'échelle régionale, nous avons vu que c'était surtout le manque de coopération entre les pays en amont et ceux en aval qui constituent le cadre général des tensions autour de l'eau dans la région. Néanmoins, la réalité est encore plus complexe. Car plusieurs acteurs internationaux voisins de l'Asie centrale sont impliqués ou désireux de l'être, complexifiant encore davantage les relations internationales comme les négociations. De plus, il ne faut pas oublier un acteur fondamental qui tend à prendre une importance croissante dans le jeu international de par le monde : la société. Or, quelle question est plus sensible que celle de l'eau, de sa répartition et de son utilisation, pour des populations de surcroît encore largement tributaires du secteur agricole ? L'eau est incontestablement génératrice de tensions locales, en particulier dans le Ferghana où d'autres facteurs d'instabilité se superposent à celle-ci. Grâce à une approche *top-down*, nous allons pouvoir appréhender la complexité des enjeux et des tensions qui se nouent autour de l'eau dans cette région, en partant du « Grand Jeu » géopolitique impliquant la Russie et la Chine en particulier, pour arriver à l'échelle locale, celle des populations.

Tout d'abord, par sa position géographique (5000 km de frontière entre le Xinjiang d'une part, le Tadjikistan, le Kirghizstan et le Kazakhstan d'autre part), la Chine est directement impliquée dans les tractations sur l'eau, en particulier avec le Kazakhstan. Ces deux pays partagent une vingtaine de rivières et surtout l'Ili et l'Irtych, qui prennent leur source en Chine mais dont la majeure partie traverse les steppes kazakhes. La République populaire utilise une partie des eaux de l'Irtych pour les champs pétrolifères de Karamay à travers un canal de 300 km qui, à terme, alimentera également Urumqi, capitale provinciale. Ainsi, 40% du fleuve seraient ainsi détournés⁽¹⁵⁾. Cela même alors que 80% du débit de l'Ili est déjà ponctionné en amont par les Chinois, ce qui est un des facteurs déterminants de l'assèchement progressif du lac Balkhach au Kazakhstan⁽¹⁶⁾. La Chine nourrie de nouveaux projets en amont de ces deux fleuves et fait montre d'un unilatéralisme assez flagrant dans ses relations avec le voisin kazakh sur la question de l'eau. De plus, cette puissance ascendante de la région lorgne sur le potentiel hydroélectrique du Tadjikistan et du Kirghizstan et voudrait bien, le cas échéant, construire des lignes à haute tension vers la région autonome ouïghoure du Xinjiang dont le développement économique,



démographique et la consommation énergétique sont exponentiels depuis le début des années 2000⁽¹⁷⁾. Elle pourrait s'impliquer dans le financement des projets kirghiz et/ou tadjik.

L'eau entre donc pleinement dans la stratégie globale de la Chine vis-à-vis de l'Asie centrale et les pays de la région, y compris le Kazakhstan, ont une attitude parfois ambivalente vis-à-vis de cette grande puissance. Le poids économique croissant de la Chine dans la région, son rôle actuel et à venir dans le désenclavement progressif des cinq républiques post-soviétiques (port de Gwadar dans le Baloutchistan pakistanais⁽¹⁸⁾, projets pharaoniques de routes en Eurasie⁽¹⁹⁾) empêchent les pays en aval d'exprimer leur désaccord avec la position chinoise concernant la question de l'eau. Les contentieux autour de celle-ci n'empêchent pas, pour le moment, le commerce de bien fonctionner : la Chine est le troisième principal partenaire commercial du Kazakhstan, et les échanges entre les deux pays ne cessent de croître. Pendant ce temps, le désastre couve au lac Balkhach, et l'Empire du Milieu veut à tout prix demeurer dans un cadre bilatéral concernant les négociations sur l'eau, car celui-ci, au vu du rapport de force, lui est toujours favorable.

La Russie, en tant qu'ancienne puissance coloniale, est bien évidemment présente dans le billard à plusieurs bandes qui se joue autour de l'eau en Asie centrale. Et elle semble jouer de la question ô combien sensible de l'eau pour maintenir son influence géostratégique dans son « étranger proche » méridional. En effet, on peut constater une certaine distorsion entre ses discours et ses actes. Par exemple, en janvier 2009, le président de l'époque et actuel premier ministre Medvedev déclarait que « les projets hydroélectriques en Asie centrale prennent en considération les pays voisins⁽²⁰⁾ ». Pourtant, lors de la visite en février de cette même année du président kirghiz déchu Kourmanbek Bakiev, Moscou s'engagea à accorder un prêt pour la construction de l'usine hydro-électrique de Kambarata⁽²¹⁾. C'est d'ailleurs l'entreprise russe Rushydro qui a déjà entamé la construction de la première des 4 centrales hydroélectriques du pays. La Russie a également assuré de son soutien le projet tadjik du grand barrage de Rogun sur le Vakhsh. On peut expliquer cela de plusieurs manières. Tout d'abord, ce soutien russe aux projets des pays en amont peut-être interprété comme une forme de sanction à l'encontre de l'Ouzbékistan qui en juin 2012 s'était retiré de l'Organisation du Traité de Sécurité Collective (OTSC)⁽²²⁾. Ce nouveau virage diplomatique de Karimov se retrouve dans le rôle central joué par l'Ouzbékistan dans le NDN (Northern Distribution Network)⁽²³⁾ et les facilités de retrait offertes par ce pays aux forces occidentales, principalement américaines, présentes en Afghanistan. Il faut également voir que les menaces de Karimov de « guerre de l'eau » intervenaient dans un timing bien précis, c'est à dire juste avant la visite de V. Poutine au Kirghizstan en septembre 2012. Pourtant, la diplomatie russe a conforté les autorités kirghizes dans leur soutien au projet de Kambarata I et a obtenu la prolongation du bail de sa base militaire de Kant jusqu'en 2030. Même chose au Tadjikistan où la visite de Poutine d'octobre 2012 a débouché sur une prolongation de la présence militaire russe jusqu'en 2042. En plus de raffermir sa présence militaire dans la



région, son intrusion dans le débat régional sur l'eau est également un moyen de pression sur les trois pays en aval, riches en ressources énergétiques, pour que Gazprom demeure l'acteur clé de leur exploitation et de leur acheminement.

Un autre acteur risque d'émerger à terme dans l'épineuse question du partage des eaux de la région : l'Afghanistan, qui est le deuxième plus gros contributeur de l'Amou Darya après le Tadjikistan. En attendant que ce pays retrouve la paix et la stabilité, le Piandj, qui forme une frontière aquifère de 1200 km entre le Tadjikistan et le « Royaume de l'Insolence » va continuer d'être le point d'entrée de tous les trafics (drogues, armes) et de militants islamistes aguerris, vers le Ferghana notamment⁽²⁴⁾.

Plus directement relié à la bataille pour la ressource dans la région, on sait qu'il y avait dès l'indépendance des rumeurs selon lesquelles l'Ouzbékistan projetait d'envahir et d'occuper le Nord-Est du Turkménistan où se trouve le réservoir ouzbek de Tuyamuyun. De même, en 2000, l'Ouzbékistan effectua des exercices militaires de grande ampleur dont le but inavoué était la prise de contrôle du réservoir de Toktogul au Kirghizstan⁽²⁵⁾. Si traditionnellement, les tensions se manifestent surtout dans les tensions entre pays en amont et pays en aval, il existe également des tensions entre pays en aval, mais également entre pays en amont. Celle-ci se manifeste surtout localement, dans le sud-ouest du Kirghizstan « où certains villages connaissent des pénuries d'eau à cause, notamment, des ponctions opérées dans des enclaves appartenant au Tadjikistan voisin⁽²⁶⁾ ». En mars 2008 par exemple, on a vu 150 Tadjiks d'Isfara traverser la frontière kirghize les armes à la main pour tenter de détruire un barrage⁽²⁷⁾. Ci-dessous, une carte de la vallée de Ferghana montre les infrastructures environnantes et la complexité des frontières.





Les risques de déstabilisation liés à l'eau existent donc réellement aussi bien au niveau inter-étatique, qu'intra-étatique ou inter-ethnique. Les ingérences étrangères, le caractère transfrontalier de l'eau, le potentiel conflictuel des frontières, les tensions ethniques locales, la pauvreté, la dégradation de l'environnement s'agrègent pour former un cocktail qui pourrait s'avérer explosif à l'avenir.

Invention d'un nouveau cadre de gestion fondé sur la confiance ou persistance de la méfiance pouvant déboucher sur la violence ?

Tout n'est pas totalement noir et il semble que les Etats prennent conscience de la nécessité qu'ils ont de ne pas jouer avec le feu concernant l'eau. Par exemple, plusieurs accords ont été signés entre Kazakhstan et Kirghizstan sur l'utilisation du Syr Darya ainsi que sur le partage du Tchou et de Talas. L'accord concernant ces deux fleuves a été signé en 2000. Il portait sur la maintenance des infrastructures transfrontalières et fixait le montant de la quantité d'eau pour chacun des deux Etats. Cet accord est encore considéré aujourd'hui comme celui de la voie à suivre concernant la politique de l'eau en Asie centrale⁽²⁸⁾. Face au désastreux héritage soviétique et à la perspective d'un changement climatique qui devrait brutalement toucher la région, les gouvernements ont tout intérêt à prendre la mesure de ce qui les attend et de la nécessité de mettre en place confiance et coopération régionale. Les pays en aval (Ouzbékistan) devront réduire leur gaspillage alors que les pays en amont devront montrer leur bonne volonté en ce qui concerne le maintien d'un débit régulier vers les précédents. Sans coopération ni réflexion globale sur le système énergétique unifiée qui lie les Etats les uns aux autres, ces derniers seront non seulement incapables de faire face à la nouvelle donne chacun de leur côté, mais une escalade des tensions deviendrait plausible du fait des souffrances et des rivalités croissantes des populations au niveau local (dans le Ferghana par exemple). Une prise de conscience que les peuples centre-asiatiques sont une communauté de destin et sa traduction au niveau politique avec une véritable organisation régionale de gestion de l'eau serait un pas considérable en direction d'une intégration régionale encore embryonnaire et sous influence étrangère.

La probabilité d'une guerre de l'eau est d'après Léna Salamé, coordinatrice du programme sur l'eau et la coopération à l'UNESCO, irréaliste d'un point de vue politique, économique et environnemental. Néanmoins, d'autres experts tel l'hydrologue israélien Uri Shamir, sont moins catégoriques : « tant qu'il existe une réelle volonté de paix, l'eau ne saurait être un obstacle ou une menace ; en revanche elle peut constituer un excellent prétexte pour quiconque cherche une bonne raison d'en découdre⁽²⁹⁾ ». Les transitions politiques à venir qui se dessinent, en particulier en Ouzbékistan ou au Kazakhstan, la fragile stabilité du Kirghizstan ou du Tadjikistan, laissent une bonne dose d'incertitude quant à la volonté et à la capacité des Etats à régler pacifiquement cette question si cruciale pour l'ensemble de leurs populations.



Notes

- (1) Pour en savoir plus, consulter cette excellente étude synthétique : <http://www.eduquer-au-developpement-durable.com/wp-content/uploads/2011/03/Aral.pdf>
- (2) Jeremy Allouche :
http://kms1.isn.ethz.ch/serviceengine/Files/ISN/46798/ichaptersection_singledocument/aad26dd8-81d4-4f35-982b-b8c6a7f5487b/fr/6_The+governance+of+Central+Asian+waters_FR.pdf
- (3) Ibid
- (4) Voir
http://www.larevuefrancokirghize.com/pdf/kirghizstan/article_ecotourisme_135055607_fr.pdf
- (5) *Futuribles*, n° 366, septembre 2010, pp. 43-60 (Asie centrale : l'eau, sources de convoitises)
- (6) http://www.sevea-asso.org/wa_files/Geopolitique_de_leau_asie_centrale.pdf
- (7) *Ibid*
- (8) *Ibid*
- (9) *Futuribles*, n° 366, septembre 2010, pp. 43-60 (Asie centrale : l'eau, sources de convoitises)
- (10) http://eeas.europa.eu/delegations/uzbekistan/press_corner/all_news/news/2013/20130213_01_en.htm
- (11) <http://www.esisc.org/publications/analyses/asie-centrale-la-bataille-de-leau>
- (12) http://www.sevea-asso.org/wa_files/Geopolitique_de_leau_asie_centrale.pdf
- (13) http://www.wdrg.fi/wp-content/uploads/2011/12/09-CA_Waters-StrickmanPorkka.pdf
- (14) http://www.sevea-asso.org/wa_files/Geopolitique_de_leau_asie_centrale.pdf
- (15) *Ibid*
- (16) http://www.watgovernance.org/documents/WGF/Reports/Paper-15_RWIR_Aral_Sea.pdf
- (17) *Futuribles*, n° 366, septembre 2010, pp. 43-60 (Asie centrale : l'eau, sources de convoitises)
- (18) http://www.iris-france.org/docs/kfm_docs/docs/2010-06-eau-chine.pdf
« Considérée comme stratégique pour Pékin en raison des richesses de son sous-sol et de ses sites nucléaires, la politique de développement du Grand Ouest lancée en 2001 a permis une formidable progression du PIB régional, passant de 28 milliards de dollars en 2004 à 60 milliards en 2008. Avec les politiques de développement initiées depuis Mao Zedong, la population a plus que quadruplé en 50 ans, pour approcher les 20 millions d'habitants en 2000 ». p. 20
- (19) http://www.lemonde.fr/asia-pacifique/article/2013/02/20/grace-au-pakistan-la-chine-renforce-sa-presence-a-l-entree-du-golfe-persique_1835648_3216.html
- (20) <http://french.peopledaily.com.cn/Economie/7351804.html>
- (21) http://www.envsec.org/news/documents/Environmental_security_central_asia.pdf
- (22) *Ibid*
- (23) Traité de coopération militaire largement sous influence russe :
http://fr.wikipedia.org/wiki/Organisation_du_traité_de_sécurité_collective
- (24) <http://francekoul.com/content/retrait-otanien-d-afghanistan-enjeux-d-un-grand-et-perilleux-«-demenagement-»>



(25) <http://www.universalnewswires.com/centralasia/general/viewstory.aspx?id=13785>

(26) <http://www.esisc.org/publications/analyses/asia-centrale-la-bataille-de-leau>

(27) *Futuribles*, n° 366, septembre 2010, pp. 43-60 (Asie centrale : l'eau, sources de convoitises)

(28) <http://www.esisc.org/publications/analyses/asia-centrale-la-bataille-de-leau>

(29) http://www.watgovernance.org/documents/WGF/Reports/Paper-15_RWIR_Aral_Sea.pdf

(30) <http://www.esisc.org/publications/analyses/asia-centrale-la-bataille-de-leau>